



**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de la Somme
Pôle Jules Verne
12, rue du Maître du monde
80440 Glisy

Glisy, le 30/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAVREUX OSCAR (Le Crotoy)

ST FIRMIN LES CROTOY

BP 10

80550 Le Crotoy

Références : 2024-E30083

Code AIOT : 0005103594

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/07/2024 dans l'établissement SAVREUX OSCAR (Le Crotoy) implanté MAYOCQ, CHEMIN DE BALIFOUR, LES CROCQS, etc 80550 Le Crotoy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAVREUX OSCAR (Le Crotoy)
- MAYOCQ, CHEMIN DE BALIFOUR, LES CROCQS, etc 80550 Le Crotoy
- Code AIOT : 0005103594
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière est autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 01/10/2001, modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 31/08/2020.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant n'a pas transmis le dernier rapport relatif au suivi écologique comme il l'avait indiqué le jour de la visite d'inspection.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan de bornage et de situation	Arrêté Préfectoral du 01/10/2001, article 29 et 31	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Niveau sonore	Arrêté Préfectoral du 01/10/2001, article 25	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Aménagement installation broyage concassage	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 6	Sans objet
4	Rétention des aires et locaux de travail	Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article 2.9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas mis à jour les plans de bornage et de situation. L'exploitant n'a pas transmis la facture correspondant aux travaux réalisés sur l'aire de remplissage des engins en GNR, ainsi que le rapport relatif aux mesures de bruit réalisées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de bornage et de situation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2001, article 29 et 31
Thème(s) : Autre, Plan
Prescription contrôlée :
<u>Article 29 - Plan de bornage</u>
Sans préjudice de l'observation des législations et réglementations applicables et des mesures particulières de police prescrites en application de l'article 107 du code minier, l'exploitation devra satisfaire aux prescriptions suivantes ; avant tout début d'exploitation:
<ul style="list-style-type: none"> des bornes seront placées pour délimiter le périmètre de la carrière; elles seront

maintenues en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site,

- un plan de bornage en deux exemplaires sera adressé dans les deux mois suivant la notification de l'arrêté d'autorisation, à l'inspection des installations classées.

Article 31 - Plan de situation

L'exploitant établira un plan à l'échelle 1/2500ème. sur ce plan seront reportés:

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 m;
- les bords de la fouille;
- les courbes de niveau ou cote d'altitude des points significatifs;
- les zones de remise en état;
- la position des ouvrages dont l'intégralité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique.

L'article 15 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 modifié prescrit :

"Ce plan est mis à jour au moins une fois par an."

Constats :

Lors de la précédente visite d'inspection du 20/10/23, l'inspection a constaté que

"Le plan d'état des lieux en date du 28 octobre 2022 à l'échelle 1/2500 fourni par l'exploitant ne comporte pas l'indication des bornes. Aucun plan avec bornage n'a été fourni.

Le plan est incomplet car il ne représente pas les parcelles situées en partie nord (dans les périmètres mais non exploitées). La représentation des périmètres d'autorisation et d'exploitation de la zone actuellement en extraction doit être clarifiée et uniformisée. Les périmètres doivent être représentés par des traits fermés. Les côtes altimétriques ne sont pas lisibles (écriture trop petite).

Ces observations ont déjà été formulées lors de l'inspection du 09/06/2021. Il convient d'en tenir compte dans la prochaine réalisation du plan d'état des lieux, qui doit avoir lieu prochainement compte tenu de la mise à jour annuelle".

Lors de la visite d'inspection du 17/07/24, objet du présent rapport, l'exploitant n'a pas mis à jour le plan.

Les prescriptions susvisées ne sont pas respectées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra mettre à jour le plan de bornage et le plan de situation dans un délai de deux mois. A défaut, un arrêté préfectoral de mise en demeure sera proposé à monsieur le Préfet de la Somme.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Niveau sonore

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2001, article 25

Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Prescription contrôlée : <u>Article 25 - Vérification des valeurs-limites</u> L'exploitant fera réaliser à ses frais dès l'ouverture de la carrière, par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'Inspection des installations Classées, une mesure des niveaux sonores de son établissement permettant d'apprécier le respect des valeurs-limites réglementaires et de l'émergence en période de fonctionnement représentative de l'activité des installations.
Constats : Lors de la visite d'inspection du 20/10/23, l'exploitant a présenté un bon de commande daté du 18/10/23 pour réaliser un nouveau contrôle des niveaux sonores établi par Echopsy. Lors de la visite d'inspection du 17/07/24, l'exploitant indique que les mesures de bruit ont été réalisées les 24 et 25 juin dernier. Cependant, l'exploitant n'avait pas encore reçu le rapport de la société Echopsy relatif aux mesures de bruit réalisées. L'exploitant indique à l'inspection que le rapport devrait être reçu pour la fin du mois d'août. L'exploitant précise que les activités de la carrière durant l'été commencent à 8h du matin, et non 5h comme c'est le cas en hiver, pour limiter les nuisances sonores.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra transmettre le rapport de mesure de bruit dans un délai d'un mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Aménagement installation broyage concassage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
Prescription contrôlée : L'exploitant adopte, les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses : Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées. Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin. [...]
Constats :

<p>L'exploitant a mis en place un système de brumisation en sortie du broyeur sur le "concassé". Ce système permet de réduire l'envol de poussières.</p> <p>La prescription susvisée est respectée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Rétention des aires et locaux de travail

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article 2.9</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, aire de remplissage des engins en GNR</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sauf pour la boutique et le local de réserve annexe, le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme, ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Un dispositif empêchant la diffusion des matières répandues à l'extérieur ou dans d'autres aires ou locaux est prévu. Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées, ou, en cas d'impossibilité, traitées conformément aux points 5.5 et 7 de la présente annexe.</p> <p>Objet du contrôle :- présence d'un dispositif empêchant la diffusion des matières dangereuses répandues accidentellement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 20/10/23, l'inspection a constaté la "Présence de flaques d'eau en bordure de l'aire de remplissage des engins en GNR. Apparemment, la pente du sol bétonné ne permet plus le recueil des liquides au point central disposant d'une bouche de récupération des liquides.</p> <p>Il convient donc de vérifier les pentes et de remettre en état la rétention formée par l'aire de remplissage des engins en GNR.</p> <p>L'autre aire de remplissage des véhicules routiers en gasoil est en bon état".</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 17/07/24, l'exploitant indique à l'inspection que la rétention a été refaite. En effet, l'inspection constate que l'aire de rétention permet de recueillir des liquides au point central, et une bouche de récupération des liquides est en place au centre de la rétention.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra la facture relative aux travaux réalisés dans un délai de deux mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>